



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 24 mois
à la société GRANULATS VICAT pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux
alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE**

N° 2023-0994

AIOT 0006208315

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2007-602 du 05 juin 2009 autorisant la société Louis THIRIET et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2016-1494 du 27 avril 2017 autorisant la société GRANULATS VICAT à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE en lieu et place de la société Louis THIRIET et Cie ;
- Vu** la demande en date du 29 octobre 2020 relative au renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE déposée par la société GRANULATS VICAT ;
- Vu** la demande en date du 17 novembre 2023 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE déposée par la société GRANULATS VICAT ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé VP/NW/2342_2023 du 02 février 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 5 février 2024 à la connaissance du demandeur par courrier électronique ;
- Vu** la réponse du demandeur par courrier électronique en date du date 5 février 2024 notifiant son absence d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert portée par la société GRANULATS VICAT à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courriel en date du 17 novembre 2023 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à engendrer de nouveaux impacts et à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande de prolongation ne concerne que la continuation de l'extraction du site ;

Considérant que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2007-602 du 05 juin 2009 modifié autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de MONCEL-LES-LUNÉVILLE ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières devant être mis à jour six mois avant l'échéance du 05 juin 2024 ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNÉVILLE, octroyée à la Société GRANULATS VICAT, dont le siège social se situe Grande Rue, 54300 HÉRIMÉNIL, par l'arrêté préfectoral 2007-602 du 05 juin 2009 modifié est prolongée jusqu'au 5 juin 2026 afin de poursuivre l'extraction de la carrière.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1°. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2°. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GRANULATS VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de LUNÉVILLE
- Monsieur le maire de MONCEL-LES-LUNÉVILLE

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **08 FEV. 2024**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

